

Quarante ans d'une aventure militante et comestible

Les Jardins de Cocagne fêtent leurs 40 ans. Leur projet répond plus que jamais aux préoccupations des citoyens consommateurs. Entretien avec Raymond de Morawitz.

mercredi 26 septembre 2018 [Christiane Pasteur](#)



[Agriculture](#)

Depuis quarante ans, les Jardins de Cocagne permettent à des centaines de familles de manger autrement. Du moins en matière de légumes. Dès le départ, la coopérative genevoise, précurseur en matière d'agriculture contractuelle de proximité, a misé sur le bio, le travail partagé, le juste prix pour les producteurs et les consommateurs, et les circuits courts.

Depuis, elle a fait des petits, puisque le concept des cornets hebdomadaires, ou paniers, s'est démocratisé. Les Cocagnardes et Cocagnards – c'est leur nom – étant peu adeptes des rapports hiérarchiques, nous n'y avons pas trouvé de président.e, tout au plus un vice-président, avocat à la ville, Raymond de Morawitz, pour nous entretenir de quatre décennies d'une aventure militante et comestible. Rencontre.

COCAGNE DESCEND EN VILLE

Les Jardins de Cocagne descendront en ville samedi 29 septembre pour souffler leurs 40 bougies. Un défilé, avec tracteurs, vélos, costumes, musique et chants chamaniques partira vers 15h des Jardins de Drize pour rejoindre le parc Gourgas, où se déroulera une partie officielle en compagnie d'Esther Alder, conseillère administrative en Ville de Genève. Puis, en fanfare, les Cocagnards rejoindront l'Usine Kugler. Dès 18h, diverses animations y seront proposées, du train fantôme au mandala de légumes, puis des DJ's et, bien sûr, à manger et à boire. CPR Programme sur cocagne.ch

En 1978, on ne parlait ni de vache folle ni de lasagnes au cheval. Qu'est-ce qui vous a motivé, à l'époque?

Raymond de Morawitz: Reto Cadotsch, véritable impulseur d'idées en matière d'agriculture, a lancé la coopérative avec Claude Mudry et d'autres, qui se sont greffés pour des temps plus ou moins longs. Ce n'était pas en réaction à des scandales alimentaires, notre objectif était de proposer des légumes bios et locaux et d'entretenir une proximité entre consommateurs et producteurs. Cette initiative s'inscrivait dans le sillage de Mai 68, on parlait d'autogestion, de retrouver une certaine maîtrise de sa consommation à une époque où le budget investi dans la nourriture était plus important qu'aujourd'hui.

S'agissait-il aussi de court-circuiter la grande distribution?

En partie seulement car nous n'offrons que des légumes. Mais à l'époque, ni Migros ni Coop ne proposaient de bio, la tendance est très récente. Et encore, cela dépend de quel bio nous parlons. Cela a-t-il un sens de faire venir du bio d'Afrique du Sud? Je suis convaincu que non.

Qu'en est-il de la rémunération des producteurs?

Nous avons toujours eu la préoccupation de rémunérer nos jardiniers correctement. Actuellement ils sont douze, reçoivent plus que ce que prévoit le contrat type de travail, des annuités, un deuxième pilier et des aménagements horaires. Financièrement, nous sommes juste à l'équilibre. S'il y a un surplus, nous le réinvestissons dans la coopérative.

Il existe de nombreux paniers désormais, Cocagne a fait des petits...

Oui et non. Il y a des paniers dont le seul objectif est de répondre à un besoin pratique des consommateurs, sans offrir du bio ni réfléchir à la rétribution des producteurs. Dans les gènes de Cocagne, il y a la volonté de vivre un peu autrement... En cela, nous avons des petits frères, des gens qui souvent sont passés chez nous avant de créer leur propre coopérative. Mais c'est très difficile de se lancer à Genève quand on est jeune, de trouver un terrain. C'est dommage car seules ces petites structures participatives permettent aux gens de se rapprocher d'une certaine maîtrise de leur vie, sans quoi ils ne font que payer sans jamais avoir leur mot à dire.

Cocagne a été victime de son succès. Il fut un temps où la liste d'attente pour devenir coopérateur était longue...

Oui, mais ça va mieux désormais, avec une vingtaine de personnes sur liste d'attente. Nous distribuons 420 cornets par semaine et ne voulons pas croître davantage, ce qui nous obligerait à chercher des locaux plus grands, augmenter les prix et perdre notre gestion de proximité.

Une de vos spécificités est que les coopérateurs mettent la main à la pâte...

Ils paient entre 800 et 1100 francs par an, en fonction de leur salaire, pour 50 cornets, en plus d'acheter une ou plusieurs parts sociales à cinquante francs et de venir travailler sur le terrain trois à quatre demi-journées par an.



Vous engagez-vous politiquement?

Nous sommes membres des syndicats paysans Uniterre et Via Campesina. Nous avons soutenu les deux initiatives pour la souveraineté alimentaire et des aliments équitables. Dès le départ, nous ne voulions pas être repliés sur nous-mêmes mais, au contraire, ouverts sur le monde. Rapidement, nous avons fondé l'association Cocagne Nord-Sud à qui nous reversons 1% de notre chiffre d'affaires. Au Sud, elle a mené à bien des projets agraires, notamment au Mali et au Sénégal, en collaboration avec la Fédération genevoise de coopération. Et au Nord, elle anime l'école à la ferme, sur notre terrain de Sézegnin, où nous recevons des classes à la journée.

Le contenu du cornet a-t-il évolué avec le temps?

Nous proposons des légumes rares, des herbes, il y a plus d'abondance en été. Nous avons des frigos, ce qui nous permet d'avoir des légumes de garde. Avant, nous étions obligés d'en racheter à d'autres. Nous sommes presque autosuffisants.

Presque?

Nous développons une activité de semences afin de le devenir complètement, en collaboration avec la coopérative des Artichauts. J'évoquais les petits frères précédemment. C'est un exemple de cette génération passée par les squats, l'autogestion, et qui ressent un besoin fondamental de se distancer de la grande distribution, de retrouver une certaine indépendance.

Le Courrier, 27.9.2018, Christiane Pasteur